COMPTE-RENDU

COMITE SYNDICAL

Samedi 28 juin 2025

Le samedi 28 juin 2025, à 9h00, le Comité syndical du Syndicat mixte de gestion du Parc régional Loire-Anjou-Touraine s'est réuni au foyer rural de Montsoreau sur la convocation qui a été adressée le 18 juin 2025 par la Présidente du Syndicat mixte du Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine.

Nombre de membres composant le comité syndical : 158 Nombre de voix : 258

Nombre de membres présents ou représentés : 63 Nombre de voix : 138

Secrétaire de séance : Monsieur Jean Marie GENNETEAU

Le compte-rendu de la réunion du Comité syndical du 29 Mars est adopté à l'unanimité.

Madame Sophie TUBIANA, Présidente du Parc, propose de modifier l'ordre du jour et d'accueillir les nouvelles communes ayant approuvé la charte 2025-2040.

1. Accueil des nouvelles communes ayant approuvé la charte 2025-2040 :

M. Benjamin BATUT, 2eme adjoint au maire de Hommes, prend la parole pour expliquer le choix de la commune d'intégrer le Parc. Il indique la cohérence de l'extension du périmètre avec la proximité des communes voisines adhérentes. Il fait aussi état d'espaces naturels remarquables ou en voie de renaturation (anciennes carrières réaménagées en plans d'eau, Espace naturel sensible qui accueille du public). Il rappelle que sa commune rurale, forestière et agricole a toute sa place au sein du Parc.

Mme Pascale LE POTIER, 2eme adjointe au maire d'Antogny-le-Tillac, prend à son tour la parole pour indiquer que sa commune est la plus au Sud-Est du Parc, à la frontière de la Vienne. Sa commune ne disposant pas d'école, les enfants sont accueillis dans une commune de la Vienne. Elle comporte deux bourgs historiques : Antogny, le bourg principal avec une église et la Vienne, ses habitants étant très attachés à la rivière ; et Séligny, où se trouvent la mairie et un très beau pôle culturel. Elle insiste sur l'attachement de la commune aux paysages. Elle informe les membres du Comité d'un projet de carrière sur la commune qui suscite de fortes contestations.

Mme Brigitte GUGLIELMI, Conseillère départementale du secteur des Ponts-de-Cé, présente la commune déléguée de Saint-Sulpice qui est située dans son canton et qui est sa commune de résidence. Elle rappelle les regroupements communaux qui ont intégré cette commune historique à la commune nouvelle de Blaison-Saint-Sulpice en 2016 avec Blaison-Gohier. La commune est en bord de la Loire, mais le bourg est positionné sur le coteau. Elle dispose d'un site classé en Espace naturel sensible. C'est une commune d'une grande diversité paysagère, avec ses vignes et ses pâturages.

Mme Brigitte GUGLIELMI annonce sa démission au Conseil départemental de Maine-et-Loire pour raisons personnelles. Elle rappelle tout le plaisir qu'elle a eu d'exercer ses

fonctions, au Parc notamment. Elle souhaite poursuivre son engagement sous d'autres formes, pourquoi pas en tant qu'Ambassadrice du Parc.

Mme Sophie TUBIANA, indique qu'elle regrette cette décision et remercie Mme GUGLIELMI pour sa présence son engagement, notamment auprès du Conseil départemental de Maine-et-Loire. En son nom, et au nom des Présidents précédents, elle remercie Mme GUGLIELMI et lui souhaite le meilleur.

M. Roland MARION, Conseiller régional des Pays de la Loire, présente la commune de La Lande-Chasles. Plus petite commune du Maine-et-Loire avec 119 habitants, elle la seule à être à énergie positive grâce à une production photovoltaïque qui dépasse ses besoins. Elle a remporté le concours du plus beau de blason de France et l'a fait voyager aux 4 coins du monde. M. le Maire, Jean-Christophe ROUXEL, est très impliqué dans sa commune. Chauffeur de bus de profession, il a emmené ses administrés à l'Assemblée nationale.

M. Thibaut MEURGEY, Directeur du Parc, présente les autres communes entrantes : Bauné (Loire-Authion), Saint-Saturnin-sur-Loire (Brissac-Loire-Aubance), Fontaine-Milon (Mazé-Milon), Mouliherne, Vernantes pour le Maine-et-Loire et Rillé, Berthenay, Neuil, Saint-Epain, Marcilly-sur-Vienne, Ports-sur-Vienne et Pussigny pour l'Indre-et-Loire.

Au total, 12 communes et 4 communes déléguées viennent d'intégrer le Syndicat mixte. Cette intégration sera rendue définitive par la parution du décret de reclassement du Parc en fin d'année. Chacune d'entre elle devra déléguer un représentant au Comité syndical.

Les communes de Distré, Courléon, Vernoil-le-Fourrier et Saint-Just-sur-Dive ont confirmé leur non-intégration au Parc.

M. Benoit BARANGER, Maire de Bourgueil, rappelle le processus de définition du périmètre du Parc. L'enjeu d'intégration de nouvelles communes devait prendre en compte un seuil maximal de 10 % d'augmentation du périmètre. Au-delà de ce seuil, la procédure aurait été rallongée. C'est aussi dans ce cadre que certaines communes demandeuses n'ont pas pu rejoindre le Parc, notamment Sainte-Maure-de-Touraine qui est aujourd'hui « Ville Porte ».

Mme Sophie TUBIANA, en profite pour remercier la présence de M. Michel CHAMPIGNY, Maire de Sainte-Maure-de-Touraine et rappelle son intervention lors d'un précédent Comité syndical.

Madame Sophie TUBIANA annonce que le quorum est atteint.

2. Approbation du Contrat régional de solidarité territoriale (CRST) 2025-2028 de la CC Chinon, Vienne et Loire

Mme Sophie TUBIANA indique que la Région Centre-Val de Loire a initié une réelle démarche de concertation et de co-construction de ces nouveaux Contrats régionaux de solidarité territoriale (CRST) avec les intercommunalités, le Pays du Chinonais et le Parc. Le CRST, pour la période 2025-2028, flèche 1 850 0000 € de subventions en soutien aux investissements publics et privés. La priorité n°1 du CRST est d'accélérer la transition écologique et l'adaptation au dérèglement climatique, dont 10% pour stimuler les projets en faveur de la préservation et restauration de la biodiversité. La priorité n°2 concerne l'adaptation et l'intensification de l'offre de services de proximité.

M. Thibaut MEURGEY complète ces propos en précisant que l'axe relatif à la biodiversité est sanctuarisé à hauteur 10 % des enveloppes du CRST. Pour la Communauté de communes Chinon, Vienne et Loire la majorité de ces fonds est allouée à la gestion de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Taligny, à l'opération de restauration des linéaires de haies (en partenariat avec le CPIE et le Conseil départemental d'Indre-et-Loire) et l'accompagnement au changement climatique. Il rappelle que le Parc n'est pas positionné en maîtrise d'ouvrage directe sur ces actions, mais intervient en appui aux actions communales et intercommunales.

Mme Gaëlle LAHOREAU, Vice-Présidente de la Région-Centre Val de Loire, rappelle que la Région contractualise avec le Pays du Chinonais pour instruire ces dossiers en répartissant les enveloppes régionales entre la CC Chinon, Vienne et Loire et la CC Touraine Val de Vienne. La sanctuarisation des 10 % pour la biodiversité et de 40 % au moins pour la priorité n° 1 est une demande explicite de la Région. C'est un signal fort, à hauteur de 70 millions d'euros pour la Région, via des appels à projets.

Elle rappelle le dispositif « À vos ID » qui soutient de nouveaux projets partenariaux sur les territoires sur des thèmes comme la santé ou l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée », l'enjeu principal de ce dispositif étant la coopération entre les acteurs. Une nouvelle enveloppe de 800 000 € a été mobilisée sur le territoire Pays du Chinonais.

Mme Sophie TUBIANA indique que ce dispositif n'existe qu'en Région Centre-Val de Loire.

Les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

- ✓ approuvent le projet de Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST) de la Communauté de communes Chinon Vienne et Loire 2025-2028 susvisé ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer ledit CRST.

3. Approbation du Contrat régional de solidarité territoriale (CRST) 2025-2028 de la CC Touraine Val de Vienne

Mme Sophie TUBIANA informe que ce contrat reprend les dispositions de celui qui vient d'être évoqué. Elle rappelle que les 10 % mobilisés sur des projets biodiversité vont pouvoir être utilisés pour accompagner notamment la commune de Faye-la-Vineuse dans la suite d'une action initiée par le Parc concernant la renaturation du village ou potentiellement sur la vallée de Courtineau avec la commune de Saint-Epain.

M. Thibaut MEURGEY indique que, dans ce CRST, est cité un programme potentiel d'actions avec le Syndicat de rivières Val de Vienne sur la gestion des zones humides. Le Parc est aussi attendu pour identifier d'autres actions, en lien notamment avec ces chantiers de restauration.

À ce sujet, Mme Marie-Orlane BAUDOIN, Chargée de mission « corridors écologiques et zones humides » se présente au Comité. Elle évoque le partenariat mis en place avec le Syndicat Layon Aubance Louets, concernant des actions du bassin versant du Louets et du Thouet. L'idée est d'accompagner tout propriétaire de zones humides, de promouvoir le maintien de ces zones, d'assister les gestionnaires et de constituer un réseau. Cette initiative pourrait être déployée à l'échelle du Parc à terme.

Les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

- ✓ approuvent le projet de Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST) de la Communauté de communes Touraine Val de Vienne 2025-2028 susvisé ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer ledit CRST.

4. Action inter-Parcs des Pays de la Loire : création d'un groupement de commandes

M. Thibaut MEURGEY présente l'action inter-Parcs pour 2025 qui prend cette année la forme de vidéos courtes destinées à un public jeune de 15-25 ans. En effet, cette cible est plus difficile à sensibiliser et à mobiliser, n'ayant pas recours aux médias traditionnels. Ces vidéos reprendront les codes des réseaux sociaux par le biais de témoignages d'acteurs. Pour le Parc, le sujet retenu sera la question de la préservation de la biodiversité sur la Loire. Le tournage est prévu à la fin de l'été ou début septembre. L'opération, d'un montant de 5 000 €, est intégrée au Contrat de Parc régional 2025.

Il est nécessaire de constituer un groupement de commandes pour déclencher la production des vidéos. La coordination du groupement serait assurée par le Parc Normandie-Maine. La

diffusion est prévue fin 2025/début 2026, en fonction des actions en cours dans chacun des Parcs. Pour Loire-Anjou-Touraine, le lancement des vidéos pourrait être réalisé en liaison avec la labélisation Ramsar.

Mme Christine FAUQUET, Conseillère régionale Centre-Val de Loire, rappelle l'élaboration en cours de la nouvelle Stratégie régionale pour la biodiversité. À cette occasion, a été rappelée en séance l'importance de travailler avec les Parcs sur ces sujets.

Les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

- ✓ approuvent le principe de création d'un groupement de commandes avec les Parcs naturels régionaux de Brière, du Maris-Poitevin et de Normandie-Maine ;
- ✓ autorisent la passation d'une convention constitutive du groupement de commandes pour la co-conception d'une action inter-Parcs de valorisation ;
- ✓ autorisent le Parc naturel régional de Normandie Maine en tant que coordonnateur, à lancer des procédures de passation de marchés dans le cadre du périmètre de la convention de groupement de commandes ;
- ✓ autorisent la Présidente à signer ladite convention de groupement et tout document en lien avec ce dossier ;
- ✓ disent que les crédits sont prévus au Budget.

5. Création d'un emploi saisonnier pour accroissement d'activité pour une durée de 3 mois à la Maison du Parc à compter du 2ème semestre 2025

Mme Sophie TUBIANA indique que cette délibération s'inscrit dans un contexte difficile pour la SPL Saumur Val de Loire Tourisme qui a conduit à la baisse du nombre d'agents dans les antennes des Offices de tourisme. Cependant, concernant la Maison du Parc, les besoins sont toujours présents pour assurer un accueil en haute saison. Ce recrutement de 3 mois au grade d'adjoint du patrimoine catégorie C, à temps complet, s'effectuera à compter du 2ème semestre 2025. Elle rappelle que les crédits sont inscrits au budget.

M. François LAFOURCADE, Conseiller départemental d'Indre-et-Loire, demande si cet emploi permettra d'augmenter l'amplitude des horaires d'ouverture de la Maison du Parc.

Mme Sophie TUBIANA répond que ce recrutement essaie de pallier les carences de la SPL, mais ne permet pas de maintenir le même niveau de service. Ces restrictions touchent toutes les antennes de l'Office de tourisme dans les communes.

M. Thibaut MEURGEY rappelle qu'historiquement l'Office de tourisme mettait à disposition du Parc un agent à temps complet à l'année. Aujourd'hui, la Maison du Parc ne dispose que d'un saisonnier de l'Office de tourisme pour 3 mois. Cet emploi ne permet que de maintenir un minimum de service pour la haute saison. Cela remet en cause le projet même de la Maison du Parc, pensé au départ en partenariat complet avec la SPL.

Mme Sophie TUBIANA confirme que le Parc subit la situation et essaie d'y pallier avec ses moyens financiers limités.

Les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

- ✓ créent un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité sur le grade d'adjoint du patrimoine relevant de la catégorie hiérarchique C dans la filière culturelle, à temps complet pour une durée hebdomadaire de travail égale 35/35e, renfort sur les missions d'accueil et de médiation à la Maison du Parc, pour une durée de 3 mois à compter du 2e semestre 2025 ;
- ✓ autorisent Madame la Présidente à recruter un agent contractuel pour une durée de 3 mois (durée maximale de 6 mois sur une période consécutive de 12 mois, renouvellement compris) pour faire suite à un accroissement saisonnier d'activité de 3 mois à la Maison du Parc ;

- ✓ disent que la dépense correspondante est inscrite au budget primitif 2025 ;
- ✓ autorisent Madame la Présidente à signer tout autre document y afférent et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

6. Prolongation de la durée de l'emploi de chargé de projet ATA SIG/Géonature pour une durée de 6 mois du 1er mai au 31 octobre 2025.

M. Thibaut MEURGEY rappelle que la précédente délibération sur ce sujet avait autorisé le recrutement d'un chargé de projet Géonature pour une durée de 6 mois. L'agent recruté à ce poste a démissionné une semaine après son recrutement au profit d'un emploi permanent. Un recrutement a été relancé, rendu effectif le 5 mai 2025, ce qui a décalé la période d'emploi prévue dans la première délibération. Cette délibération permettra donc de décaler la période d'emploi nécessaire à l'aboutissement du projet avec un achèvement au 1er octobre.

Le projet Géonature prévoit de transférer l'intégralité des données naturalistes du Parc de l'ancien outil « Sterne 2 » devenu obsolète vers un nouvel outil Géonature permettant notamment l'interfaçage avec les bases de données régionales et nationales.

M. Thibaut MEURGEY rappelle que le poste est prévu au budget et subventionné par la Région Pays de la Loire, via une subvention Géopal pour le développement de l'outil en ligne et par la DREAL Pays de la Loire pour les ETP mobilisés.

Mme Christine FAUQUET demande si l'outil sera aussi au bénéfice du territoire d'Indre-et-Loire.

Mme Sophie TUBIANA confirme : les financements mobilisés de part et d'autre du territoire sont au bénéfice de la totalité des communes du Parc.

Les membres du Comité syndical, à l'unanimité :

- ✓ autorisent Madame la Présidente à prolonger l'emploi non permanent sur le grade d'ingénieur chargé(e) de projet « SIG/Géonature », à temps complet, pour une durée de six mois jusqu'au 31 octobre 2025, relevant de la catégorie hiérarchique A, pour faire suite à un accroissement temporaire d'activité pour la migration des données naturalistes de la base de données Sterne vers l'outil Géonature,
- ✓ autorisent Madame la Présidente à signer tout autre document y afférent et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

7. Informations et questions diverses

- ***Dotations aménités rurales***

M. Thibaut MEURGEY revient sur l'augmentation de 8 % de la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales sur le territoire en 2025 qui suit sensiblement l'augmentation de l'enveloppe nationale. En effet, 10 millions de plus ont été abondés par l'État pour cette année. Les critères ont peu évolué, seuls les Grands sites de France ont été ajoutés aux aires protégées prises en compte.

6 communes perçoivent le même montant qu'en 2024 : Bourgueil, Langeais, L'Île-Bouchard, Montsoreau, Richelieu et Varrains. Cela mériterait un échange avec la Préfecture pour en connaitre les raisons.

Mme Sophie TUBIANA précise que les communes non-éligibles – à savoir Beaufort-en-Anjou, Saumur, Doué-en-Anjou, Chinon et Pont-de-Ruan – le restent, car non considérées comme rurales par l'INSEE.

M. Thibaut MEURGEY indique que, pour 111 communes du Parc, cela correspond à 1 683 211 € de dotation, 879 934 € pour les communes du Parc en Indre-et-Loire et 803 277 € en Maine-et-Loire. Il rappelle que plus de la moitié des communes ne percevraient

pas cette dotation si elles n'étaient pas classées en Parc naturel régional ; les deux critères principaux d'éligibilité en France étant Natura 2000 et les PNR.

Cette dotation est aujourd'hui intégrée à la DGF des communes, mais reste toujours non fléchée sur des opérations en lien avec la biodiversité. Même si le Parc incite fortement ses communes pour mobiliser ces financements dans cette direction, cela n'est nécessairement pas le cas. Cependant, pour celles qui l'utilisent, l'effet levier est important pour co-financer des opérations.

Mme Gaëlle LAHOREAU rappelle la nécessité de communiquer avec les communes sur ce sujet. Cette dotation reste encore peu visible pour les élus. Lors du comité de pilotage du site Natura 2000 des « Basses Vallées de la Vienne et de l'Indre », le constat a été fait que les communes n'avaient pas nécessairement connaissance de cette dotation. Elle insiste sur l'importance de mobiliser ces financements pour des projets liés à l'environnement et la biodiversité.

Mme Sophie TUBIANA rappelle que cette dotation est proportionnelle à la présence de zones de protection forte comme les Réserves naturelles régionales ou les Arrêtés de protection de biotope. La commune de Gennes-Val de Loire, par exemple, bénéficie d'une dotation très importante, car elle cumule plusieurs dispositifs. Elle regrette que des communes ne mobilisent pas ces financements sur des projets biodiversité, même si le Parc reconnait avoir assez peu de visibilité sur l'utilisation de cette dotation par les communes. Elle rappelle que le Parc prend soin d'informer chaque commune du montant alloué par courrier tous les ans.

Mme Sylvie CHEVALET, Déléguée de Champigny-sur-Veude, demande quels sont les critères de cette dotation.

M. Thibaut MEURGEY présente les critères. Le calcul de la dotation se base pour 1/3 à la population de la commune et pour 2/3 sur la surface en aires protégées sur la commune (par exemple, réserve naturelle, arrêtés de protection de biotope ou zone Natura 2000). Les montants attribués sont fonction de l'enveloppe nationale (110 M€ en 2025).

Depuis 3 ans, ces montants sont à la hausse, mais des inquiétudes pèsent pour 2026. Les critères ont été modifiés un peu tous les ans (sauf en 2025). La difficulté en termes de visibilité vient surtout du calendrier de publication de cette dotation qui est transmise en juillet aux communes, bien après l'élaboration du budget. Elle est donc prise en compte en cours d'année sans pouvoir vraiment flécher d'action au moment des orientations budgétaires.

Parmi les nouvelles communes qui viennent de délibérer, Hommes, Rillé et Vernantes touchaient déjà une dotation, car elles abritent des zones Natura 2000. Leur dotation sera majorée en 2026 du fait de leur intégration dans le Parc. Les 9 autres nouvelles communes qui n'étaient pas éligibles vont le devenir en 2026 du fait de leur intégration au Parc.

M. Didier BARRAUD, Conseiller municipal de Hommes, demande pourquoi sa commune est différenciée dans la diapositive.

M. Thibaut MEURGEY répond que la commune perçoit déjà la dotation qui devrait être augmentée en 2026 grâce à son intégration au Parc.

M. Loïc BIDAULT, Délégué de la commune de Saumur, demande pourquoi Distré n'est pas cité dans la liste des communes bénéficiaires, car elle dispose d'un arrêté de protection de biotope sur son territoire.

Mme Sophie TUBIANA rappelle que la commune de Distré est en dehors du Parc et donc n'a pas à être listée.

M. Vincent LEPY, Délégué de la commune d'Allonnes, demande si le Parc peut accompagner sa commune dans des actions permettant la mise en place de zones de protection forte.

M. Thibaut MEURGEY rappelle que le montant de la dotation est effectivement lié aux surfaces en protection forte. Il rappelle que, sur le Plan de Parc de la charte, sont identifiés les enjeux biodiversité importants appelés « Réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires ». L'équipe peut aussi se déplacer sur place pour accompagner la commune.

- ***Fongibilité de crédits : mouvement au chapitre 673 « Titres annulés »***

Mme Sophie TUBIANA indique qu'avec la nouvelle norme comptable M57, il n'est pas nécessairement obligatoire de délibérer pour prendre des décisions modificatives du budget si les montants ne sont pas importants. Cependant, il est obligatoire d'en informer le Comité syndical.

Il est donc porté à la connaissance du Comité syndical la décision de virement de crédits suivante depuis le chapitre 011 vers le chapitre 67.

Désignation des écritures faisant l'objet du virement de crédits	Dépenses	
	Diminution de crédits	**Augmentation de crédits**
D- chapitre 011 : charges à caractère général – compte 617	5 000,00 €	0,00 €
D- chapitre 67 : charges spécifiques – compte 673	0,00 €	5 000,00 €
TOTAL	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**

Ces mouvements ont été rendus nécessaires en raison de dépenses moindres effectuées sur la RNR du Marais de Taligny. Ces sommes ont été restituées à la Région Centre-Val de Loire.

- ***Candidature du site Ramsar de la « Loire des confluences »***

M. Jackie PASSET, Délégué de La Ménitré, informe les membres du Comité de l'avancement de la candidature Ramsar qu'il porte aux côtés de M. Philippe DUBARRY, Délégué de Benais. Il indique le passage avec succès dans les deux Conseils Scientifiques Régionaux du Patrimoine Naturel du dossier. Il informe les élus de la prochaine visite d'une délégation du Conseil national de la protection de la nature, du Muséum national d'Histoire naturelle, du Ministère de la Transition écologique et de l'association Ramsar France, pour 3 jours les 15, 16 et 17 septembre prochains.

Il rappelle l'avis favorable des deux Régions sur ce projet et indique que la démarche est en bonne voie, malgré l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire.

M. François LAFOURCADE, Conseiller départemental d'Indre-et-Loire demande si une date de labélisation est déjà prévue.

M. Thibaut MEURGEY répond que l'équipe du Parc y travaille, mais que celle-ci dépendra principalement de la fin de la procédure en cours.

- ***Charte du Parc 2025 - 2040***

M. Thibaut MEURGEY annonce la date du 15 novembre pour la cérémonie officielle de renouvellement du Parc à l'Abbaye de Fontevraud. Le décret ne sera peut-être pas encore publié, mais il rappelle importance de célébrer ce moment avec les élus qui ont accompagné le renouvellement et délibéré en faveur de la nouvelle charte. La Présidente a souhaité que cet événement prenne place à l'Abbaye de Fontevraud, lieu important et symbolique pour le Parc.

Mme Sophie TUBIANA remercie Mme Mathilde COHIDON-RAMAGE, Attachée parlementaire de Mme la Députée Laëtitia SAINT-PAUL, pour son appui en faveur d'une parution rapide du décret de reclassement du Parc, au regard de toutes les étapes franchies.

Représentants des Régions et Départements

Présents :

Mme Sylvie BEILLARD, Région Pays-de-la-Loire
M. Franck CHARTIER, Département d'Indre-et-Loire
Mme Christine FAUQUET, Région Centre-Val de Loire
Mme Valérie GERVES, Département d'Indre-et-Loire
Mme Brigitte GUGLIELMI, Département de Maine-et-Loire
M. François LAFOURCADE, Département d'Indre-et-Loire
Mme Gaëlle LAHOREAU, Région Centre-Val de Loire
M. Roland MARION, Région Pays-de-la-Loire
M. Didier ROUSSEAU, Département de Maine-et-Loire

Absents ayant donné procuration :

M. Roch BRANCOUR, Région Pays-de-la-Loire, à M. Didier GUILLAUME
Mme Isabelle DEVAUX, Département de Maine-et-Loire, à M. Didier ROUSSEAU
M. Jean-Patrick GILLE, Région Centre-Val de Loire, à Mme Gaëlle LAHOREAU
Mme Temanuata GIRARD, Région Centre-Val de Loire, à Mme Christine FAUQUET
M. Etienne MARTEGOUTTE, Département d'Indre-et-Loire, à Mme Valérie GERVES
M. Christophe POT, Région Pays-de-la-Loire, à M. Roland MARION
Mme Elsa RICHARD, Région Pays-de-la-Loire, à Mme Brigitte GUGLIELMI
M. Eric TOURON, Région Pays-de-la-Loire, à Mme Sylvie BEILLARD

Absents excusés :

Mme Marie-Jo HAMARD, Département de Maine-et-Loire
Mme Ambre LOUISIN, Région Centre-Val de Loire
M. Pierre-Alain ROIRON, Région Centre-Val de Loire

Représentants des communes et EPCI de Maine-et-Loire

Présents :

M. Thomas GRIPPON, Beaufort-en-Anjou
M. Jean-François SUIRE, Bellevigne-les-Châteaux
Mme Sophie CHARRIER, Brain-sur-Allonnes
M. Ludovic GUENESCHEAU, Brossay
M. Michel PONCHANT, Fontevraud-l'Abbaye
M. Vincent GASTINEAU, Le Coudray-Macouard
M. Samuel MAUPETIT, Les Bois d'Anjou
Mme Laurence BROSSARD, Loire-Authion
M. Rodolphe BRIOUDE, Mazé-Milon
M. Willy DELAUNAY, Neuillé
M. Loïc BIDAULT, Saumur
Mme Denise DARTEIL, Tuffalun
M. Christian GALLÉ, Turquant
Mme Brigitte SAINT CAST, Varennes-sur-Loire
M. Pascal MARIE, Villebernier
M. Pierre DE BOUTRAY, C.A. Saumur-Val-de-Loire
M. Didier GUILLAUME, C.A. Saumur-Val-de-Loire
Mme Armelle PONCET, C.A. Saumur-Val-de-Loire
Mme Sophie TUBIANA, C.A. Saumur-Val-de-Loire

Absents ayant donné procuration :

M. Vincent LÉPY, Allonnes, à M. Pascal MARIE
M. Richard MARECHAL, Blaison-Saint-Sulpice, à M. Rodolphe BRIOUDE
M. Jean-Pierre ANTOINE, Courchamps, à M. Loïc BIDAULT
M. Yves GIDOIN, CU Angers Loire Métropole, à Mme Denise DARTEIL
Mme Roselyne BIENVENU, CU Angers Loire Métropole, à M. Christian GALLÉ

Absents excusés :

M. Jérôme SAFRAN, Antoigné
M. Cyrille MERCIER, Artannes-sur-Thouet
M. Christophe LEBEAUPIN, Blou
Mme Jacqueline TREUILLIER, Dénezé-sous-Doué
M. Philippe VARIN, La Breille-les-Pins
M. Jackie PASSET, La Ménitré
Mme Isabelle ISABELLON, Le Puy-Notre-Dame
M. Vincent IMHOFF, Les Ulmes
M. Alain DUPUIS, Longué-Jumelles
M. Maurice FERCHAU, Louresse-Rochemenier
Mme Bénédicte CHARRON, Montreuil-Bellay
M. Jacky MARCHAND, Montsoreau
Mme Andréa SIEDERMUTZ, Parnay
M. Claude DURAND, Rou-Marson
Mme Brigitte SMITH, Saint-Clément-des-Levées
M. Martin ALEMANN, Saint-Macaire-du-Bois
Mme Kathy DESVEAUX, Saint-Philbert-du-Peuple
M. Adrien BEAUVAIS, Souzay-Champigny
M. Sylvain PELTIER, Varrains
Mme Françoise VAUGONDY, Vaudelnay
M. Jean BROUARD, Verrie
M. Jean-Claude SOURDEAU, Vivy
Mme Stéphanie GUILLEMAIN, Gennes-Val-de-Loire
M. Patrick MERLI, Doué-en-Anjou
Mme Isabelle GRANDHOMME, Cizay-la-Madeleine
M. Guy LANDAIS, Épieds
M. Jean-Pierre ANTOINE, C.A. Saumur-Val-de-Loire
Mme Béatrice BERTRAND, C.A. Saumur-Val-de-Loire
Mme Isabelle DEVAUX, C.A. Saumur-Val-de-Loire
M. Thierry PAPOT, C.A. Saumur-Val-de-Loire
M. Grégory PIERRE, C.A. Saumur-Val-de-Loire
M. Vincent OUVRARD, CC Baugeois-vallée
M. Tony GUERY, CC Baugeois-vallée

Représentants des communes et EPCI d'Indre-et-Loire

Présents :

M. Philippe DUBARRY, Benais
M. Gilles PELLE, Bourgueil
M. Matthieu BELLIER, Bréhémont
Mme Sylvie CHEVALET, Champigny-sur-Veude
M. Michel PIQUIER, Cinais
M. Noë BRISSEAU, Lémeré
M. Peter VAN STAALDUINEN, Lerné
Mme Angélique BOIZIAU, Lignières-de-Touraine
M. Jean-Marie GENNETEAU, L'Ile-Bouchard
M. Loïc De la PORTE du THEIL, Parçay-sur-Vienne
M. Jean-Marie KUZIOR, Rigny-Ussé
M. Philippe RÉAL, Rivarennes
Mme Véronique BONNET, Saint-Germain-sur-Vienne
Mme Maria LEPINE, Villandry
M. Gilles PELLE, CC Touraine Ouest Val de Loire
M. Christophe LOYAU-TULASNE, Tours Métropole Val de Loire

Absents ayant donné procuration :

Mme Maïté POUZET, Anché, à M. Christophe LOYAU-TULASNE
Mme Marie-Noëlle BOULANGER, Assay, à M. Jean-Marie KUZIOR
Mme Brigitte BERTAULT, Avoine, à M. Loïc De la PORTE du THEIL
M. Thierry AMIRAULT, Beaumont-en-Véron, à M. Michel PIQUIER
Mme Claudine LECLERC, Braslou, à Mme Angélique BOIZIAU
Mme Françoise MANCEAU, Chaveignes, à Mme Sylvie CHEVALET
Mme Sophie DE MONTEYNARD, Chezelles, à Mme Véronique BONNET
M. Christian SAGET, Continvoir, à M. Philippe DUBARRY
M. Gilles ROSALIE, Restigné, à Mme Maria LEPINE
M. Joël ROUILLÉ, Villaines-les-Rochers, à M. Philippe RÉAL

Absents excusés :

M. Bertrand LEMOUX, Avon-les-Roches
M. Eric STOPIN, Avrillé-les-Ponceaux
M. Cyril CHAUMEAU, Azay-le-Rideau
M. Pierre NION, Benais
Mme Martine GUERIN, Braye-sous-Faye
M. Claude VASSEUR, Brizay
Mme Véronique GAROUX, Candes-Saint-Martin
M. Rodolphe PARMENTIER, Cheillé
M. Eric MAUCORT, Chinon
M. Eric OBLIGIS, Coteaux-sur-Loire
M. Philippe JAMET, Chouzé-sur-Loire
M. Damien DOUCET, Courcoué
M. Vincent MARECHAL, Couziers
M. Alain RAGUENEAU, Cravant-les-Côteaux
M. Jean-Jacques LEGROS, Crissay-sur-Manse
Mme Nathalie PONTROUÉ, Crouzilles
Mme Sophie-Anne SAUVAIGO, Faye-la-Vineuse
M. Vincent GASSELIN, Gizeux
M. Lionel HEGRON, Huismes
Mme Sandrine PLOQUIN, Jaulnay
Mme Cécile CORBIER, La Chapelle-aux-Naux
M. Hubert De CHAMPS, La Chapelle-sur-Loire
M. Nicolas MANCEAU, La Roche-Clermault
Mme Valérie RAINEAU-BOUCHER, La Tour-Saint-Gelin
Mme Hédia GHANAY, Langeais
Mme Brigitte WILMANN-THIVAULT, Ligré
Mme Amélie THIBAUT, Luzé
M. Justin RAIMBAULT, Marçay
Mme Amélie BAUDAIS, Marigny-Marmande
Mme Florence MARIE, Panzoult
Mme Michelle DUVAULT, Pont-de-Ruan
M. Raphaël HANNIET, Razines
Mme Charlotte DE BECDELIEVRE, Richelieu
Mme Annabel TALLAND, Rilly-sur-Vienne
Mme Sylvie BOUCHET, Rivière
M. Philippe RÉDRÉAU, Saché
Mme Mina TRUFFERT, Saint-Benoît-la-Forêt
M. Jean-Michel PELGER, Saint-Nicolas-de-Bourgueil
M. Rémi COULAIS, Savigny-en-Véron
Mme Karine PIAUT, Sazilly
M. Eric LUANCO, Seuilly
M. Kévin CLAVEAU, Tavant
M. Laurent BODIN, Theneuil
Mme Karine MOTHEAU, Thilouze
M. Gérard MARULA, Thizay
M. Stéphane ROY, Trogues
M. Didier DOUCHET, Vallères
M. Eric BIGOT, Verneuil-le-Château
M. Thierry DEGUINGAND, CC Chinon, Vienne et Loire
Mme Sophie LAGRÉE, CC Chinon, Vienne et Loire
Mme Isabelle MELO, CC Touraine Ouest Val de Loire
M. Jean-Jacques GAZAVE, CC Touraine Vallée de l'Indre
M. Eric LOIZON, CC Touraine Vallée de l'Indre
Mme Martine JUSZCZAK, CC Touraine Val de Vienne
Mme Nathalie VIGNEAU, CC Touraine Val de Vienne